

**Convention collective**

IDCC : 1912. – **INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE,  
(HAUT-RHIN)**

**(22 décembre 1995)**

(Etendue par arrêté du 17 juillet 1996,  
*Bulletin officiel* n° 1996-6 bis)

**ACCORD DU 2 JUILLET 2007**

RELATIF AUX SALAIRES  
(VALEUR DU POINT ET RAMG)

NOR : ASET0750844M

IDCC : 1912

Entre :

L'UMM 68,

D'une part, et

Le syndicat métal Alsace CFE-CGC ;

Le syndicat métal Haut-Rhin CFTC ;

L'UD FO Haut-Rhin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux signataires de cet accord soulignent l'importance de continuer le dialogue social, afin d'adapter, d'une part, les garanties minimales des salaires de la métallurgie du Haut-Rhin, d'autre part, d'assurer la compétitivité des entreprises.

Aussi, les efforts des uns et des autres ont permis la signature du présent accord.

Conformément aux dispositions de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin, les négociations annuelles se sont engagées le 27 mars 2007, une deuxième réunion a eu lieu le 11 juin 2007.



En référence aux articles 10, 11, 12, 13 et 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin, les négociations paritaires annuelles portent notamment sur les valeurs du 13<sup>e</sup> mois conventionnel, les valeurs des rémunérations annuelles minima garanties, celles des primes d'ancienneté, ainsi que sur la valeur de la prime de panier et d'équipe.

## **TITRE I<sup>er</sup>**

### **DISPOSITION RELATIVE AU CHAMP D'APPLICATION**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le champ d'application du présent accord est identique à celui défini à l'article 1<sup>er</sup> des « Dispositions générales » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin du 22 décembre 1995.

## **TITRE II**

### **DISPOSITIONS RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION**

#### **Article 2**

##### *Valeur du point*

Il y a lieu de rappeler que le montant de la prime d'ancienneté est adapté à l'horaire de travail effectif suivant l'accord national du 1<sup>er</sup> juillet 1970, et repris par l'article 13 de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin.

La valeur du point est fixée à 4,02 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007, sur une base de 151,67 heures, pour une durée hebdomadaire de travail de 35 heures.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié d'un montant de prime d'ancienneté tel qu'il en résulte de la présente valeur du point, il sera tenu compte notamment de la valeur des éventuelles compensations de la prime d'ancienneté accordée dans le cadre d'une réduction d'horaire, même si ces compensations ont été intégrées au salaire de base. Dans ce cas, la valeur de ces compensations sera communiquée au salarié à sa demande.

Cette valeur permet le calcul des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) telles que définies à l'article 12 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin.

Les RMH servent à la détermination, d'une part, du montant des primes telles que définies à l'article 10 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin et, d'autre part, de la valeur des primes d'ancienneté selon les prescriptions de l'article 13 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin.

Les RMH doivent être adaptées à l'horaire effectif de travail auquel est soumis le salarié. Les RMH ainsi définies ne comprennent pas les éventuelles bonifications ou majorations pour heures supplémentaires.



### Article 3

#### *Prime d'équipe*

L'indemnité d'emploi horaire, dite prime d'équipe, est attribuée selon les dispositions de l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin.

Son montant est fixé à 0,116 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

### Article 4

#### *Prime de panier*

L'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin dispose de l'attribution d'une prime de panier dans le cas de travail en équipes successives.

La prime de panier est fixée à 4,52 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

### Article 5

#### *Rémunérations annuelles minima garanties (RAMG)*

L'article 11 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin définit les rémunérations annuelles minima garanties (RAMG) et prévoit la négociation paritaire annuelle de ces valeurs.

Le barème des rémunérations annuelles minima garanties à compter de l'année 2007 est fixé comme suit, sur une base de 151,67 heures, pour une durée hebdomadaire de travail de 35 heures.

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAMG
I	1	140	15 200
	2	145	15 200
	3	155	15 200
II	1	170	15 400
	2	180	15 480
	3	190	15 650
III	1	215	16 300
	2	225	16 430
	3	240	16 980
IV	1	255	18 420
	2	270	19 130
	3	285	20 070
V	1	305	22 190
	2	335	23 550



NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAMG
	3	365	25 410
	4	395	28 100

Le présent barème sera adapté à l'horaire de travail effectif auquel est soumis le salarié.

Il ne comprend pas les éventuelles bonifications ou majorations pour heures supplémentaires.

L'employeur devra s'assurer dans les meilleurs délais que chaque salarié a bien bénéficié de la garantie annuelle ci-dessus et correspondant à son coefficient.

Dans le cas où la rémunération annuelle perçue par un salarié, en fonction de la définition de l'article 11 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin, n'atteint pas la RAMG correspondant à son classement, l'employeur lui versera le complément de rémunération au plus tard avec la paie du mois de janvier suivant.

### TITRE III

## ENTRÉE EN APPLICATION

### Article 6

Le présent accord entre en application à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

### Article 7

Après signature du présent accord et notification aux organisations syndicales, les parties signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires auprès des pouvoirs publics, de façon conjointe ou unilatérale, afin d'obtenir l'extension de son application.

### Article 8

Le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Mulhouse, dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Mulhouse, le 2 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)